

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

Commentaires:

Les auditoriums dans les centres de convention se ressemblent tous: bois clair, chaises confortables, écran géant sur la scène, cabines de traduction. Le programme de la session inaugurale du Congrès international est similaire aussi : accueil du pays hôte, remarques inaugurales par le président et les personnes éminentes, et une présentation culturelle par le pays hôte. Tout ceci s'est passé au Congrès International des Archives de 2016 qui s'est achevé à Seoul en Corée du Sud. Mais il y avait une différence notable aussi. Chacune des 3 interventions inaugurales, par le président du Conseil International des Archives David Fricker, par l'Assistant Directeur général de l'UNESCO Frank La Rue, et le message au congrès du Secrétaire-général des Nations Unies Ban Ki-Moon, ont noté l'importance des archives pour aider et supporter les droits de l'homme. Assis dans l'audience, on pouvait sentir que l'opinion du Conseil International des Archives commençait à changer. Ce fut un moment extraordinaire.

Le Congrès comprenait 5 sessions programmatiques liées aux archives et droits de l'homme, englobant des sujets tels que les archives du bombardement de Nagasaki et Hiroshima, les collaborateurs nazis en Belgique lors de la Seconde Guerre Mondiale, la Commission Vérité au Canada, et le Tribunal Criminel International du Rwanda, pour en nommer quelques-uns. Et en clôture, l'archiviste national du Mexique, Mercedes de Vega, a annoncé que l'un des sujets de la réunion annuelle qui se tiendra à Mexico en 2017 sera les archives et les droits de l'homme

Le jour précédant l'ouverture, la Commission Programme du Conseil International des Archives, l'organe responsable pour les programmes professionnels et techniques du ICA, a approuvé unanimement les "Principes de base sur le rôle des archivistes et des records managers dans le soutien aux droits de l'homme" comme documents de travail à circuler au sein du ICA pour discussion, publicité et usage." La section des archives de littérature et artistiques du ICA a rapidement posté les Principes de base en anglais, français et espagnol sur son blog: <https://literaryartisticarchives-ica.org/2016/09/07/basic-principles-in-support-of-human-rights/>. Maintenant tous les corps constituants et les associations professionnelles d'archivistes et de défenseurs des droits de l'homme ont l'opportunité de discuter, de commenter, et d'approuver le document. Depuis les discussions initiales de 2011 sur un possible avis sur les archives et les droits de l'homme jusqu'en septembre 2016, le chemin fut long, mais la déclaration sur les principes de base est finalement publiée.

A l'approche du 70e anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'Homme en 2018, la communauté internationale archivistique a dans les "Principes de base" un document qu'elle peut discuter, à la lumière de la Déclaration et de la difficile histoire de ces 7 décennies. En 1962, le romancier et critique social James Baldwin a écrit, "Pas tout ce que qui fait face peut être changé, mais rien ne peut être changé jusqu'à ce qu'on l'affronte." La profession d'archiviste a maintenant clairement assumé son rôle de soutien aux droits de l'homme. Comment, archivistes, nous gérons nos pratiques et les changeons si nous avons besoin de le faire, cela dépend de nous. Les "Principes de base" constituent une promesse de la part de la profession.

Nouvelles internationales.

Cour Criminelle Internationale. Ahmad al-Faqi al-Mahdi a plaidé coupable des charges de destruction d'anciens artefacts culturels à Tombouctou, a rapporté *Al Jazeera* <http://www.aljazeera.com/news/2016/08/man-trial-icc-destroying-timbuktu-artefacts-160822100834765.html>

Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie. Le bureau d'information du TPIY a annoncé qu'il établira des centres d'information en Bosnie au centre de la mémoire du génocide à Potocari (près de Srebrenica) et à Sarajevo. Les officiels ont dit au *BIRN*, "les centres d'information du TPIY sont conçus afin d'assurer un accès direct et sécurisé aux dossiers publics et aux archives contenues dans la base de données en ligne pour les citoyens intéressés et les organisations." <http://www.balkaninsight.com/en/article/hague-archives-to-be-kept-in-sarajevo-and-srebrenica-soon-08-05-2016>

Nations Unies. Au début du mois d'août, un panel d'experts en charge de la surveillance des sanctions des Nations Unies à l'égard du Yémen, a envoyé un rapport au Conseil de Sécurité disant, "le panel a documenté les violations de la loi internationale humanitaire et des lois internationales des droits de l'homme commis par les forces de Houthi-Saleh, la coalition menée par l'Arabie Saoudite et les forces affiliées au gouvernement légitime du Yémen." L'AFP a dit que le "rapport montrait des photos d'un tank garé à l'Université de Taz et disait qu'il enquêtait sur plusieurs rapports de sites civils utilisés comme boucliers." A la fin du mois, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un rapport sur les violations des droits de l'homme entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016. Il dit également qu'il a documenté les attaques militaires où les reporters étaient "dans l'incapacité d'identifier la présence de possibles objectifs militaires." Le HCDH a noté que la commission nationale d'enquête établie par le Yémen en septembre 2015 était "incapable d'appliquer son mandat en accord avec les standards internationaux" et en a appelé à la "communauté internationale pour établir un organe international indépendant pour mener des enquêtes complètes au Yémen." <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/08/05/un-report-says-saudi-led-coalition-and-houthis-violate-human-rig/> ; <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20411&LangID=E>; <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/ThirteenCivilianCasualtiesadayYemenconflict.aspx>

Le 24 août, le Secrétaire général a envoyé au Conseil de Sécurité le troisième rapport du Mécanisme commun d'enquête de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques au sujet de l'usage des armes chimiques comme armes en Syrie. Le panel a confirmé un nombre d'attaques spécifiques au chlore et au gaz moutarde en 2014 et 2015, et l'information rassemblée relative aux armes chimiques et/ou toxiques chimiques utilisés comme armes entre décembre 2015 et août 2016 "suggère l'implication à la fois du gouvernement et des autres acteurs dans les incidents rapportés." Le panel a noté "qu'il ne pourrait pas forcer la soumission d'information ou de documents au panel" et la situation extrêmement précaire au niveau de la sécurité sur le terrain" a affecté l'information qu'il pourrait collecter. Il a dit aussi qu'il manquait une "chaîne de responsabilité pour certains des matériels reçus" et qu'une part de l'information reçue était "trompeuse." Le rapport inclut en annexe des exemples sur la méthode de travail du panel, mettant l'accent sur la gestion de l'information et de son analyse.

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1626975-1.pdf>

A la suite d'un rapport sévère du Rapporteur des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, qui a dit que les Nations Unies ont besoin d'assumer leur responsabilité concernant l'épidémie de choléra qui a commencé en Haïti en 2010 et d'indemniser les victimes, et après qu'une cour d'appel fédérale américaine a confirmé la position de l'ONU la protégeant de poursuites de victimes du fait de son immunité, le Secrétaire général a dit par l'intermédiaire de son porte-parole qu'"il regrette profondément la terrible souffrance" des victimes du choléra : "les Nations Unies ont une responsabilité morale à l'égard des victimes de l'épidémie de choléra et pour aider Haïti à vaincre l'épidémie et construire des systèmes d'eau profonde, sanitaires et de santé." Des études scientifiques répétées ont documenté le lien entre les forces de maintien de la paix de l'ONU et l'introduction du choléra en Haïti, comme l'ont montré les études faites à l'initiative de l'ONU. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2016-08-19/statement-attributable-spokesman-secretary-general-haiti>

Quatre Rapporteurs spéciaux des Nations Unies, un expert Indépendant des Nations Unies en charge de la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, et le président du groupe de travail des Nations Unies sur les droits de l'homme et les entreprises transnationales et les autres entreprises ont profité de l'occasion du 10^e anniversaire du dépôt illégal d'ordures toxiques en Côte d'Ivoire pour publier une déclaration commune : "Le 19 août 2006, le cargo 'Probo Koala' a déchargé 5000 tonnes de déchets toxiques à Abidjan dans au moins 18 sites à travers la ville. "Selon les estimations officielles, 15 personnes sont mortes, 69 ont été hospitalisées et plus de 18 000 ont reçu un traitement médical." Les déchets dangereux appartenaient à la société anglo-hollandaise Trafigura. De précédentes compensations aux victimes ont été

insuffisantes, ont écrit les experts, avec les résidents toujours “dans le flou au sujet de possibles dangers pour leur santé.” Entre autre, les experts ont recommandé à Trafigura de dévoiler “toute l’information détenue sur les contenus et la nature des déchets et ses probables conséquences sur la santé et l’environnement.” <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20384&LangID=E>

Le Secrétaire général a publié une “note de suivi au sujet du rapport datant de 2015 du panel d’experts qui avait été établi pour examiner les nouvelles informations relatives à la mort de l’ancien Secrétaire général des Nations Unies Dag Hammarskjöld.” Il a demandé “à tous les états membres de continuer leur recherche de documents pertinents et d’information, et de les revoir en vue d’une diffusion qui reste pour l’instant classifiés ou non diffusés pour d’autres raisons” il a également annoncé qu’il “avait déclassifié les archives pour lesquelles il était responsable.” <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=54750#.V8DWq9JetV>

Monde/nouvelles générales.

Entreprises. Une histoire remarquable et complexe a commencé en 1993 lorsque “les autochtones et les fermiers résidents de la forêt tropicale équatorienne ont poursuivi le prédécesseur de Chevron, Texaco à New York, alléguant que la compagnie avait laissé derrière elle un désastre environnemental et sanitaire ” à cause de son entreprise pétrolière en Amazonie entre 1972 et 1990, a rapporté *Courthouse News Service*. Chevron, la multinationale spécialisée dans le pétrole et le gaz, a acquis Texaco en 2001 et a convaincu la cour de New York de “relocaliser le procès en Equateur où les extractions ont eu lieu. La cour de l’Equateur a prononcé un jugement en défaveur de Chevron et a accordé aux plaignants 1,8 milliards de dollars en Février 2011, que la cour suprême d’Equateur a réduit à environ 9,5 milliards de dollars. Chevron a ensuite déplacé l’affaire à New York à nouveau, où elle a réussi à casser le jugement équatorien en argumentant qu’ “il avait été obtenu suite à des corruptions,” incluant une promesse de payer le juge équatorien “500 000 dollars pour un jugement en faveur” des plaignants équatoriens. Maintenant le second circuit de la cour d’appel a maintenu le jugement de la cour inférieure, disant aux Équatoriens qu’ils ne pouvaient pas recevoir les indemnités suite au verdict contre Chevron. Cette victoire de Chevron dans les cours d’appels, a rapporté *Bloomberg Law*, pourrait bénéficier à d’autres sociétés cherchant à éviter l’exécution de jugements étrangers fondés sur des procédures corrompues.” Pendant ce temps, comme rapporté par le numéro de Novembre 2014 de HRWG, un lanceur d’alerte de Chevron a donné à Amazon Watch des copies internes de vidéos d’efforts pour cacher la contamination. Pensez aux très nombreux records de cour que ce procès a engendré aux États-Unis, en Equateur, et à la Cour Criminelle Internationale, sans compter les records des avocats de Chevron et des plaignants!

<http://www.courthousenews.com/2016/08/08/2nd-circ-shields-chevron-from-9-5b-verdict.htm>; <https://bol.bna.com/chevrons-pollution-victory-opens-door-for-companies-to-shirk-foreign-verdicts/>

Pendant plus d’un an, 5 procureurs généraux des Etats-Unis ont enquêté au sujet des plaintes concernant Exxon Mobil selon lesquelles la société connaissait depuis plusieurs décennies la relation entre l’usage des combustibles fossiles et le changement climatique, pendant qu’elle fondait des groupes promouvant le doute au sujet du réchauffement climatique. (Pour les nombreux liens sur le sujet, voir <http://exxonknew.org/>.)

Le *New York Times* a rapporté que le procureur général de New York, qui a mené l’enquête et reçu de très nombreux records de la société, a dit que l’enquête se focalise moins sur ce qu’Exxon savait que sur ce qu’elle prédit. Il a déclaré, “la chose la plus ancienne est vraiment importante pour établir la connaissance et le cadre général et pour voir les inconsistances.” Un très crucial “vraiment”

<http://www.nytimes.com/2016/08/20/science/exxon-mobil-fraud-inquiry-said-to-focus-more-on-future-than-past.html>

Médecine. Une étude menée par des chercheurs de l’hôpital général du Massachusetts et de l’Université de Pennsylvanie, utilisant les données “des personnes qui ont envoyé leur salive à 23andME, la société génomique de Silicon Valley pour autoriser la société à utiliser l’information (de façon anonyme) pour la recherche” a découvert “15 localisations dans notre ADN qui sont associées à la dépression, l’une des plus communes conditions mentales et une qui est estimée coûter plusieurs milliards de dollars en soins santé et en perte de productivité,” a rapporté le *Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/news/to-your-health/wp/2016/08/01/large-dna-study-using-23andme-data-finds-15-sites-linked-to-depression/?hpid=hp_hp-top-table-main-health%3A-23andme%3A-dna%3A-study%3A-using%3A-23andme-data-finds-15-sites-linked-to-depression%3A-%3Ahomepage%2Fstory&hpid=hp_hp-top-table-main-health%3A-23andme%3A-dna%3A-study%3A-using%3A-23andme-data-finds-15-sites-linked-to-depression%3A-%3Ahomepage%2Fstory

Personnes disparues. *Reuters* a rapporté la difficulté pour identifier les migrants qui se sont noyés, par les équipes médico-légales en Italie et en Grèce. Tristement, “il n’y a pas de pratique commune pour collecter l’information au sujet des morts entre les Etats ou même parfois au sein d’un même pays, et un plan initié

par la Commission des Personnes Disparues basée en Hollande pour commencer à traquer les migrants disparus attend toujours son financement.” <http://news.trust.org/item/20160817130511-umpeb/>

Pauvreté. En utilisant la machine à apprendre (un ordinateur à algorithmes) sur les données des foyers domestiques par 5 pays africains (Ouganda, Tanzanie, Malawi, Nigeria et Rwanda) – et les images satellitaires nocturnes de ces mêmes pays” une équipe de scientifiques et d’experts en satellite a été capable de créer “une carte mondiale pour localiser la pauvreté,” a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Les images nocturnes “sont un outil basique pour prévoir la pauvreté car une plus haute intensité de la lumière nocturne est associée avec de plus hauts niveaux de développement,” et l’ordinateur a utilisé les données nocturnes “pour identifier les signes de pauvreté dans un ensemble séparé d’images satellitaires à haute résolution durant la journée qui contient l’information des régions pauvres qui apparaît sinon noir dans les photos nocturnes.” Le but, disent les chercheurs, est d’aider à “éradiquer la pauvreté globale en indiquant où l’aide est la plus nécessaire.” <http://news.trust.org/item/20160818201137-jsvzx/>

Vie privée. *Associated Press (AP)* a relaté les violations de la vie privée contenues dans les fuites massives de données par Wikileaks. L’an dernier, *AP* a découvert que Wikileaks a diffusé “les dossiers médicaux appartenant à une multitude de citoyens pendant que des centaines d’autres avaient leurs records relatifs à leur famille, leur finances et leur identité publiés sur le web.” Certaines de ces diffusions ont engendré des risques pour les personnes, a dit *AP*. <http://bigstory.ap.org/article/b70da83fd111496dbdf015acbb7987fb/private-lives-are-exposed-wikileaks-spills-its-secrets>

“Privacy International, une ONG basée à Londres, a lancé une base de données relative aux centaines de compagnies de surveillance dans le monde entier, et ce dans un effort de surveiller une industrie obscure,” a rapporté *The Verge*. L’information sur les compagnies dans la base de données “a été rassemblée à partir de 1500 brochures, ainsi que des enquêtes et des rapports de medias. Les entrées sur plus de 600 exports technologiques étaient fondées sur des records publics et disponibles et sur des exportations d’autorisation de données.” Privacy International a déclaré que “seuls la Finlande, le Royaume-Uni, et la Suisse avaient diffusé des statistiques utiles sur l’autorisation d’exportation.” <http://sii.transparencytoolkit.org/>

WhatsApp a annoncé qu’il commencera à diffuser les numéros de téléphone et “les données analytiques” de ses utilisateurs à Facebook (Facebook a acheté WhatsApp en 2014), a rapporté *worldbulletin.net*. Le numéro de Juillet 2016 de la Lettre d’Information du Groupe de Travail sur les Droits de l’homme contenait un lien sur un article reportant que l’Etat Islamique préfère utiliser WhatsApp pour ses transactions commerciales, la vente de femmes et de jeunes filles inclus ; WhatsApp est aussi utilisé par les groupes des droits de l’homme qui ont besoin d’un cadre de travail confidentiel. <http://www.worldbulletin.net/headlines/176666/whatsapp-to-share-user-data-with-facebook>

Esclavage. Verisk Maplecroft a publié un index sur l’esclavage moderne “développé lors des 12 derniers mois” utilisant de multiples sources de données pour évaluer les risques à une plus grande échelle.” Selon Verisk Maplecroft, le fait pour les multinationales “de traquer l’esclavage de façon approfondie au sein de leur chaîne d’approvisionnement constitue le plus grand défi pour le monde des affaires.” <https://maplecroft.com/portfolio/new-analysis/2016/08/12/modern-slavery-rife-58-countries-china-india-among-25-economies-posing-extreme-supply-chain-risks-global-index/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Argentine /États-Unis. Lors d’une visite en Argentine en mars dernier, le président Barack Obama a promis de déclassifier les archives du gouvernement américain relatives aux abus des droits de l’homme lors de la dictature en Argentine entre 1976 et 1983. En août, la première tranche de 1078 pages a été donnée à l’Argentine et publiée sur le site web du Bureau du Directeur des Renseignements. D’autres archives vont être déclassifiées et publiées dans les 18 prochains mois.” <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB556-Obama-administration-declassifies-documents-on-Argentina-military-human-rights-abuses/> ; <https://icontherecord.tumblr.com/post/148650765298/argentina-declassification-project>

Australie/Nauru. “Plus de 2000 incidents reports au camp de détention pour les chercheurs d’asile sur l’île pacifique de Nauru, totalisant plus de 8000 pages, ont été publiés par *The Guardian*. Ils montrent “le traumatisme dévastateur et les abus infligés aux enfants;” des allégations impliquant les enfants représentent plus de 50% des cas reportés. A ce sujet, le Département australien de l’Immigration et de la protection des frontières a déclaré, “les documents publiés aujourd’hui sont une preuve du report rigoureux des procédures qui sont en place dans les centres régionaux, procédures sous lesquelles n’importe quel incident doit être enregistré, reporté et si nécessaire soumis à une enquête.” Le département a dit qu’il examine les incidents contenus dans le rapport qui a été publié “pour s’assurer que tous les incidents ont été reportés de façon idoine par les fournisseurs de service.” <https://www.theguardian.com/australia-news/2016/aug/10/the-nauru-files-2000-leaked-reports-reveal-scale-of-abuse-of-children-in-australian-offshore-detention>

Australie/Sri Lanka. Des milliers de Sri lankais, la plupart victimes ou témoins potentiels de crimes de guerre durant la guerre civile, ont fui en Australie. A la fin de la guerre, le plan était de mettre en place une cour chargée de juger les crimes de guerre qui comprendrait des juges internationaux et des procureurs, mais le président du Sri Lanka Sirisena dit maintenant que ce sera une cour spéciale avec tout le système judiciaire sri-lankais. Les témoignages des victimes vivant en Australie ont été collectés par le centre de promotion d’intérêt public basé à Sidney, qui a dit à *ABC News* que “beaucoup de ceux qui avaient été des témoins oculaires cruciaux seraient peu enclins à témoigner devant des juges sri lankais.” Ce qui pourrait priver la cour de preuves déterminantes pour les poursuites. <http://www.abc.net.au/news/2016-08-25/war-crime-victims-fear-facing-sri-lanka-court/7786462>

Bosnie/États-Unis. Un homme bosnien vivant dans l’état américain de l’Ohio a été arrêté “sous les charges de mensonge sur les documents pour obtenir le statut de réfugiés aux Etats-Unis,” a rapporté le *Cleveland Plain Dealer*. L’accusation dit qu’il était un officier militaire impliqué dans le massacre de Srebrenica de plus de 8000 hommes et garçons. http://www.cleveland.com/court-justice/index.ssf/2016/08/suspected_bosnian_war_criminal.html

Croatie/Allemagne/Ex-Yougoslavie. 2 officiels chargés des renseignements de l’Ex-Yougoslavie ont été reconnus coupables par une cour allemande de l’assassinat d’un homme croate, Stjepan Djurekovic, en Allemagne en 1983. Les avocats des deux hommes soutiennent que Djurekovic a été assassiné parce qu’il passait des secrets militaires à l’Ouest à l’agence de renseignement allemande (BND), a rapporté *BIRN*, et “selon les archives de la BND, Djurekovic a travaillé pour les renseignements allemands de 1975 à 1983.” http://www.balkaninsight.com/en/article/yugoslav-spy-saga-puts-assassinations-in-spotlight-08-03-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=db1820fd3d-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-db1820fd3d-319755321

Croatie/Serbie. “Selon la législation croate, une minorité de plus de 30% de la population dans une ville a le droit d’utiliser sa propre langue et son écriture dans ses correspondances officielles, et les signes et les noms des institutions doivent être écrits dans les deux langues,” a rapporté *BIRN*. La Croatie “a commencé à vérifier si ses citoyens avaient correctement reporté leur lieu de résidence en 2013.” Le ministre de l’Intérieur croate a déclaré que “de faux résidents serbes” ont fait de la ville de Vukovar une ville à plus de 30% serbe, et après les avoir enlevés des données résidentielles, Vukovar n’utilisera plus l’écriture cyrillique et la langue serbe. Vukovar était “presque réduit à des décombres par les forces serbes” durant la guerre des Balkans dans les années 1990. http://www.balkaninsight.com/en/article/tensions-continue-to-raise-between-serbia-and-croatia-08-15-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=6cf9473adf-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-6cf9473adf-319755321

État islamique/IS//ISIL/ISIS. Une vidéo publiée par l’État islamique montre 5 enfants tirant à mort sur des prisonniers, a rapporté *Huffington Post*. http://www.huffingtonpost.com/entry/isis-child-soldiers-execution-video_us_57c0b401e4b04193420f4219?ir=WorldPost&utm_hp_ref=world

Russie/Ukraine. “Natalya Sharina, le Directeur de la Bibliothèque nationale de littérature ukrainienne de Moscou, a été mis sous arrêt depuis le 30 octobre 2015 après que des enquêteurs ont prétendument découvert ‘de la littérature extrémiste’ dans une pile de livres qui n’avait pas été indexée et mis à la disposition des lecteurs,” a écrit Amnesty International. Le 15 août, le bureau du procureur général de Moscou a refusé de signer la mise en inculpation et a renvoyé le cas “pour enquête supplémentaire,” prolongeant ainsi son arrestation. <https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/4710/2016/en/>

Nouvelles Nationales

Belgique. Des agresseurs ont incendié le laboratoire médico-légal national, a rapporté *Associated Press*; les dommages concernant les bâtiments et son contenu ont été qualifiés de sévères. Le laboratoire examine les preuves et abrite la base de données ADN. Un porte-parole du bureau du procureur de Belgique a déclaré, “il est évident que plusieurs individus auraient intérêt à ce que certains éléments de leur dossier judiciaire disparaissent.” http://hosted.ap.org/dynamic/stories/E/EU_BELGIUM_CRIME_LAB_ATTACK?SITE=NCAGW&SECTION=HOME

Bulgarie. “Au moins 16 000 records du personnel du renseignement militaire durant l’époque communiste, soit presque la moitié, ont été détruits après le début du processus de transition démocratique,” a rapporté *Sofia Globe*. Les records auraient dû être remis à la Commission en charge des dossiers, l’organe habilité par la loi à dévoiler l’affiliation des gens, dans les diverses catégories de la vie publique, à l’ancien département de la Sécurité et à la division de renseignement militaire de ce qui était appelé l’Armée du peuple bulgare.” <http://sofiaglobe.com/2016/08/18/bulgaria-many-thousands-of-communist-era-military-intelligence-staff-records-destroyed/>

Colombie. L’accord entre le gouvernement et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) inclut un nombre de programmes qui à la fois dépend et qui créé des records, cela inclut le désarmement, la commission Vérité, et des tribunaux spéciaux pour juger les anciens combattants. Le programme gouvernemental de restitution des terres, qui a commencé en 2011, peut inclure maintenant des zones du pays alors contrôlées par les FARC et où les terres étaient abandonnées par les gens fuyant les combats et saisies par les FARC et les groupes paramilitaires opérant dans les campagnes. Selon *Thomson Reuters Foundation*, environ 200 000 hectares de terres ont été rendus à leurs propriétaires, mais sur les 80 000 demandes de restitution de terres enregistrées à ce jour, moins de la moitié a été traitée, gênée par la paperasserie et les difficultés pour résoudre et savoir qui a le titre légal de propriété.” <http://news.trust.org/item/20160809050148-5t6qt/>

Égypte. L’historien Khaled Fahmy a publié un essai sur *madamasr.com* sur la difficulté d’avoir la permission de faire des recherches dans les archives aux Archives nationales égyptiennes. Il a écrit, “Chaque année, la sécurité est renforcée et le nombre de permissions allouées décroît.” On lui a refusé la permission de copier des cartes du 19^e siècle car l’appareil sécuritaire comprend “l’importance des cartes pour la sécurité nationale.” Il a écrit “Comme le dit le proverbe égyptien,” “ferme la porte qui fait entrer l’air et détends-toi.” Merci à Antoon de Baets pour la référence. <http://www.madamasr.com/opinion/giulio-islands-and-national-security>

Allemagne. Le directeur du bureau central allemand sur les enquêtes de crimes Nazis a envoyé aux procureurs de la documentation sur 8 personnes “suspectées d’avoir servi dans un camp de concentration près de Gdansk,” a rapporté *Reuters*. L’an dernier, on a donné au bureau des enquêtes “jusqu’à 10 ans pour continuer son travail d’investigation avant qu’il ne soit transformé en centre de documentation.” <https://www.theguardian.com/world/2016/aug/09/german-nazi-hunter-sends-details-8-new-concentration-camp-suspects-prosecutors>

Guatemala. La maison d’un avocat défenseur des droits de l’homme a Guatemala City, qui est directeur pour l’Amérique Centrale de la Commission international des juristes basée à Genève, a été vandalisée par “au moins une douzaine d’hommes armés se faisant passer pour des policiers, a rapporté le *Guardian*. L’article n’a pas mentionné ce qui a été pris, mais les assaillants cherchaient clairement de la documentation. <https://www.theguardian.com/world/2016/aug/15/guatemala-human-rights-lawyer-attack-ramon-cadena-ramila>

Guinée. L’Open Society pour l’Afrique de l’Ouest (OSIWA) a publié une analyse du rapport final de la Commission nationale provisoire en charge de la réconciliation (PNCR) remis au président à la fin du mois de juin. OSIWA soutient l’idée de la commission pour une Commission Vérité pour suivre les recherches entreprises, probablement en utilisant les records de la commission PNCR. <http://allafrica.com/stories/201608100517.html>

Inde. “Avec des records fonciers datant de l’époque colonial dans plusieurs états de l’Inde, la fraude est inhérente et les différends inévitables,” *Thomson Reuters Foundation* a rapporté. Les données gouvernementales montrent que 22 millions de cas sont actuellement en attente dans les cours de district

indiennes ; 7,5 millions sont des cas civils, dont les deux tiers sont liées au foncier et à la propriété. Six millions de cas ont traîné pendant plus de 5 ans.” <http://news.trust.org/item/20160808133206-eyqg1/>

Ce système de cour judiciaire surchargé affecte négativement les victimes féminines de crime, a rapporté le *Washington Post*. L’Inde a récemment créé “des cours chargées de juger rapidement les cas de viol et autres crimes contre les femmes,” mais elles n’ont pas éliminé les longs retards dans les cas “du fait du problème plus général du système judiciaire, incluant les dossiers qui n’ont pas été numérisés.” <http://thewashingtonpost.newspaperdirect.com/epaper/viewer.aspx>

Thomson Reuters Foundation a rapporté, “Une étude sur les bidonvilles de Mumbai pour établir quels résidents sont éligibles pour un relogement a été retardée du fait de documents manquants et a été critiquée par les activistes qui disent que cela échouera à moins que les droits de l’ensemble des résidents des taudis soient reconnus. Dans plus de 2000 groupes de bidonvilles de la ville, les personnes chargées de l’étude “font du porte à porte, vérifient les papiers d’identification émis par le gouvernement, les titres de propriété et les documents biométriques pour identifier les personnes éligibles pour une réhabilitation et localiser les données pour le redéveloppement.” <http://news.trust.org/item/20160816161156-ofla0/>

Bien qu’en avril 2016, le ministre de la Culture et des Finances de Jammu et du Cachemire a dit aux départements de remettre les records au département des archives, dans les quatre derniers mois, “aucun département ne l’a fait,” a rapporté *Daily Excelsior*. Aucun record n’a été transféré aux Archives depuis 1985. <http://www.dailyexcelsior.com/no-taker-govts-directives-archiving-record-last-3-decades/>

Iran. Le fils du défunt Ayatollah Hussein Ali Montazeri a posté sur le site web de son père un enregistrement audio relatif aux “objections de l’Ayatollah au sujet de l’exécution de milliers de personnes, principalement des membres des Mujahedeen-e-Khalq (MEK) à la fin des années 1980,” a rapporté *Al-Monitor*. Le fils a déclaré qu’il l’avait posté pour “clarifier les choses pour ceux qui cherchent à déformer l’image de son père.” L’objection de l’Ayatollah était déjà connue, mais l’enregistrement confirme “l’identité des personnes impliquées, quelques-unes occupent des places importantes dans la République Islamique aujourd’hui.” <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/08/mek-executions-1988-iran-montazeri-audio-file.html#ixzz4IvpzwwNN>

Iraq. Le parlement iraquien a voté une loi d’amnistie générale. *Al-Monitor* a expliqué, “les personnes jugées coupables entre 2003 et la date d’approbation de la loi sont susceptibles d’être amnistiés, à l’exception de ceux jugés coupables de 13 types de crimes, parmi lesquels les actes de terreur résultant dans la mort ou le handicap permanent, le trafic d’êtres humains, le viol, le blanchiment d’argent, le détournement et le vol des biens d’état. Les juges qui enquêtent et les cours compétentes sont chargés de l’application de la loi. Si un accusé est juge inéligible, il ou elle peut faire appel par l’intermédiaire de la cour de cassation.” Les records de la cour sont vitaux pour ces procédures d’amnistie. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/08/general-amnesty-law-terrorism-national-reconciliation-iraq.html>

Kosovo. L’histoire continue, des cassettes de 6 des conversations enregistrées ont été diffusées par *insajderi.com*, selon *BIRN*. Dans l’une des cassettes enregistrées en 2011, Adem Grabovci, le chef du groupe parlementaire du Parti démocratique du Kosovo (PDK) gouvernant, parle à Naser Krasniqi, le Visage, qui était alors emprisonné pour crimes de guerre. Grabovci a dit qu’il avait menacé le porte-parole du parlement que “s’il créait des ennuis, le Visage s’occuperait de lui.” Grabovci a démissionné mi-août. <http://www.balkaninsight.com/en/article/new-wiretap-reveal-alleged-kosovo-president-s-influence-over-laws-08-05-2016>

Mexique. La Commission Nationale des droits de l’homme a publié un rapport, disant que “la police fédérale a exécuté au moins 22 personnes dans un ranch l’an dernier, puis a déplacé les corps et positionné les armes afin de corroborer la version officielle selon laquelle les morts seraient le résultat d’une fusillade.” *Associated Press* a dit que le gouvernement avait initialement dénié tout accès aux rapports d’autopsie par la Commission, et quand la Commission les a enfin reçus, ils étaient incomplets et bâclés.” <http://bigstory.ap.org/article/f59130034a6e4ca7bd4fa42745b6898e/mexico-human-rights-commission-finds-arbitrary-executions>

Le Centre de ressources des affaires et des droits de l’homme, une ONG basée à Londres, a rapporté que “plus de 100 ONG et mouvements sociaux au Mexique ont documenté des cas présumés d’abus dans

différents secteurs : mine, énergie, pétrole et gaz, agro-alimentaire, et construction entre autre.” Les groupes ont compilé un rapport sur 68 cas pour le présenter au groupe de travail des Nations Unies sur le monde des affaires et les droits de l’homme lors de sa visite à Mexico. “Les cas les plus fréquents d’abus des droits de l’homme parmi ces cas concernent la propriété foncière, l’accès à l’information, et divers impacts négatifs sur la santé et l’environnement du fait des activités économiques.” <https://business-humanrights.org/en/mexico-over-60-cases-of-alleged-corporate-abuse-documented-in-advance-of-un-working-group-visit>

Mozambique. Human Rights Watch a rapporté qu’entre le 24 juillet et le 12 août, 12 “hommes armés liés au principal parti d’opposition du Mozambique, le Parti National de la résistance du Mozambique (RENAMO) avaient entrepris un raid sur au moins 2 hôpitaux et deux cliniques.” Ils ont volé des médicaments et des équipements, et dans l’une des cliniques, ils ont brûlé les records médicaux des patients. <https://www.hrw.org/news/2016/08/24/mozambique-opposition-group-raids-hospitals>

Myanmar. Durant les années 1990 et le début des années 2000, le gouvernement militaire a saisi les propriétés des fermiers ; la Ligue Nationale pour la Démocratie (le parti est actuellement au pouvoir) estime qu’entre 3 et 5 millions d’acres de terres ont été pris de force par les militaires,” a rapporté *Reuters*. Le gouvernement a formé une task force pour s’occuper des “cas de saisie foncière,” qui devront faire face à l’extrême complexité des cas et souvent à l’absence claire d’une tracé papier. Dans beaucoup de régions du pays, les documents tels que les reçus de taxes foncières, les registres de prêt du gouvernement, les permis d’utilisation foncière et les témoignages de villageois âgés ont été détruits par le climat humide. Le cyclone Nargis, qui a tué au moins 140 000 personnes dans le delta d’Ayeyarwady en 2008 a aussi détruit beaucoup des documents détenus par les résidents dans leurs maisons.” <http://news.trust.org/item/20160803060256-1s91l/>

Le gouvernement a engagé une Commission consultative conjointe, nationale et internationale pour stopper les abus des droits de l’homme dans l’état de Rakhine, a rapporté *Reuters*. Les 9 membres du panel, dirigé par l’ancien secrétaire-général Kofi Annan, doit publier son rapport dans un an. La Commission aura besoin d’un bon système de records management au fil des difficultés rencontrées et des problèmes de longue date. <http://www.reuters.com/article/us-myanmar-politics-idUSKCN10Z0ED>

Népal. Le 10 août, les organes judiciaires de justice transitoire ont clôturé la période d’enregistrement des plaintes. Plus de 60 000 cas sont sous la main et les deux organes ont jusqu’en février 2017 pour les résoudre. *The Himalayan Times* a rapporté que la Commission Vérité et Réconciliation “a finalisé une procédure pour sélectionner les cas de la guerre qui peuvent être mis en suspens.” Sur les 2 000 plaintes examinées jusqu’ici, “5 à 10 pourcents seront probablement abandonnés”; cela comprend “les plaintes telles que l’usage de tactiques coercitives pour pousser à la démission, l’implication dans les insurrections, la confession d’avoir contribué à la fuite d’information, les menaces, la torture psychologique et l’extorsion.” Un membre de la Commission exige que les directives soient révisées. <http://thehimalayantimes.com/nepal/truth-and-reconciliation-commission-may-shelve-hundreds-war-era-complaints/>; <http://kathmandupost.ekantipur.com/news/2016-08-11/transitional-justice-trc-ciedp-have-a-lot-on-their-plate.html>

Nigéria. En avril 2014, les militants de la secte Boko Haram ont capturé 276 filles de l’école près du village de Chibrok, et environ 200 sont toujours portées disparues. Boko Haram a diffusé une vidéo montrant 50 d’entre elles, permettant aux parents une première vue de leur fille depuis plus de deux ans, a rapporté *CNN*. Les membres de la secte exigent que le Nigéria libère ses membres emprisonnés en échange de la libération des filles. <http://www.cnn.com/2016/08/14/africa/boko-haram-video-missing-girls/index.html>

Pérou. Malgré l’enquête nationale qui a duré plus d’un an et le début du registre national des défunts en janvier 2016, le procureur général a établi que le programme de planning familial et de santé reproductive des années 1996-2000 “n’avait pas violé les droits de l’homme en tant que partie constitutive de la politique de l’état, et les membres du personnel médical étaient responsables pour ‘des cas isolés’ où des femmes furent stérilisées sans leur consentement,” selon *The Guardian*. Plus de 300 000 hommes et femmes auraient été stérilisés à la fin des années 1990, beaucoup sous la contrainte. Un élu du Congrès, qui est médecin, a dit aux médias que dans les années 1990, le ministère de la sante “définissait des objectifs et des dates limites, par exemple, 150 ou 200 personnes doivent être stérilisés sur le week-end afin d’atteindre les objectifs,” ce qui implique qu’il y ait des records de ces ordres et consignes. Pour plus d’information, voir Nouvelles *HRWG* de Novembre 2015.

Philippines. Les statistiques de la police montrent que du 1er juillet au 19 août 2016, la police a tué 712 personnes suspectées d'être 'des consommateurs de drogue et des vendeurs de drogue.' Cela constitue plus de 10 fois le bilan de 68 morts enregistrés entre le 1^{er} janvier et le 15 juin 2015," selon Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/news/2016/08/22/philippine-police-killing-spree-demands-accountability>

Afrique du Sud. Entre novembre et décembre 2015, Médecins sans Frontières a mené une étude sur les foyers dans la municipalité de Rustenburg, une zone au cœur de la ceinture de platine, pour découvrir l'ampleur de la violence sexuelle sur les femmes. La municipalité compte 555 000 habitants, parmi lesquels 45% sont des femmes. L'étude montre qu'une femme sur quatre a été violée, et plus de 11 000 femmes et filles ont expérimenté le viol chaque année dans la municipalité locale de Rustenburg." Les records de la police sur la violence sexuelle ne sont pas fiables : "les femmes qui ont été violées le disent rarement à la police (8%) ou au forum de la communauté (1%)." <https://www.msf.org.za/about-us/publications/reports/untreated-violence>

Corée du Sud. Une enquête d'*Associated Press* a trouvé "que les autorités sud-coréennes ont de façon répétée autorisé Samsung [Electronics Co.] à utiliser l'inquiétude des secrets commerciaux pour empêcher la divulgation d'information relative à l'exposition des travailleurs aux éclats chimiques et autres dangers." Selon la loi, les travailleurs sont supposés à avoir accès à l'information au sujet des produits chimiques auxquels ils sont exposés dans leur lieu de travail, si bien que s'ils sont malades, ils peuvent prétendre à des compensations de l'état ; sans de telle information, "les officiels du gouvernement rejettent communément leurs cas." "Les documents de la cour et les interviews avec les officiels du gouvernement, les lois des travailleurs et leurs familles" montrent que Samsung demande aux officiels du gouvernement de ne pas divulguer de telles données citant les secrets commerciaux, et en général le gouvernement s'y conforme. <http://bigstory.ap.org/article/ea1b8280b50b4ad3a9bdcd9def798914/2-words-keep-sick-samsung-workers-data-trade-secrets>

"Pendant des années, la Corée du Sud fut le premier exportateur mondial de bébés," a rapporté le *New York Times*. "Depuis les années 1950, elle a envoyé 200 000 enfants à l'étranger pour adoption, incluant environ 150 000 aux Etats-Unis." Un nombre d'enfants adoptés cherche leurs parents biologiques mais les trouver s'avère difficile. La loi sud-coréenne requiert le consentement des parents biologiques afin de divulguer les records de la naissance à l'enfant adopté ; de plus, "les dossiers d'adoption du gouvernement sont souvent falsifiés, incomplets ou manquants, rendant impossibles la possibilité de trouver les parents biologiques. Les enfants adoptés utilisent maintenant les bases de données ADN pour essayer de faire concorder leur ADN et celui de leurs parents biologiques, mais le processus est faussé par l'absence d'une base de données ADN consolidée, l'incompatibilité des bases de données américaines et sud-coréennes, et le faible nombre de parents biologiques ayant soumis leur ADN à l'une de ces bases de données. <http://www.staradvertiser.com/nyt/trying-to-fill-in-blanks-adopted-koreans-find-hope-in-a-cotton-swab/>

Sud-Soudan. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a dit, dans une mise à jour adressée au Conseil de Sécurité le 2 août, que les officiels des Nations Unies chargés des droits de l'homme avaient documenté au moins 73 cas de civils morts lors des 5 jours de combat qui ont commencé le 7 juillet et "au moins 217 cas de violence sexuelle à Juba entre le 8 et le 25 juillet." <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20339&LangID=E>

Sri Lanka. Le gouvernement a lancé une base de données nationale qui doit être gérée par le ministère du Trésor et des Finances pour conserver l'information sur les dommages et les pertes engendrés par des événements tels que les inondations, les glissements de terrain, et la sécheresse. Une personne dans chaque district sera responsable de la saisie. Précédemment, il n'y avait pas de "de système uniforme pour reporter les dommages ou calculer les pertes": les responsables locaux administratifs collectaient les données relatives aux désastres, les envoyaient au bureau du district, qui à son tour les envoyaient aux organes du gouvernement central en charge de la coordination de l'aide humanitaire. Le gouvernement espère "un outil uniforme de reporting qui minimiserait les erreurs dans la collecte des données," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. <http://news.trust.org/item/20160830073649-yihou/>

Syrie. En utilisant les statistiques élaborées par le Groupe d'analyse des données des droits de l'homme, Amnesty International a publié un rapport estimant que 17 723 personnes sont mortes en détention en Syrie depuis mars 2011, "soit en moyenne plus de 300 morts par mois." Les records des prisons pourraient

confirmer ces estimations. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/08/harrowing-accounts-of-torture-inhuman-conditions-and-mass-deaths-in-syrias-prisons/>

Turquie. Utilisant la loi martiale, le gouvernement a fermé 29 maisons d'édition "ainsi que des journaux, chaînes de télévision, magazines et agences de presse," selon *The Guardian*. L'association des éditeurs turcs a dit que "tous les biens, les capitaux, les droits, les documents et papiers appartenant aux éditeurs seront transférés gratuitement au Trésor turque, avec aucune possibilité de faire appel."

<https://www.theguardian.com/books/2016/aug/03/free-speech-groups-condemn-turkeys-closure-of-29-publishers-after-failed-coup>

Royaume-Uni. La recherche dans les dossiers du ministère de l'intérieur, maintenant aux archives nationales, montre que "les médecins du ministère ont approuvé l'essai expérimental de médicaments sur des enfants dans deux écoles dans les années 1960," selon *BBC News*. Les parents des enfants n'avaient pas été consultés. Les enfants des écoles où l'expérimentation s'est déroulée "étaient en général envoyés dans ces écoles par les cours de justice juvéniles, ils n'étaient pas emprisonnés; les sites furent visités et inspectés par le ministère de l'intérieur et gérés par les organisations bénévoles." <http://www.bbc.com/news/uk-37149029>

États-Unis. *Secrecy News*, une publication de la Fédération des Scientifiques Américains a rapporté que le département de la défense "porte une attention particulière et croissante à ce qu'elle appelle 'les activités d'identité,' qui cherchent à identifier les individus qui pourraient constituer une menace sur et en dehors du champ de bataille." Une nouvelle publication du département de la défense a défini 'les activités d'identité,' comme "l'ensemble des fonctions et des actions qui réorganisent de façon appropriée et différencient une personne ou un personnage d'une autre personne ou d'un autre personnage afin d'aider à la prise de décision." Le département de la défense collecte l'information "biographique, biologique, comportementale ou liée à la réputation", certains aspects sont utilisés "immédiatement au niveau de la collecte" mais la plupart des données collectées et des matériaux sont envoyés aux dépôts de données ou aux installations locales ou régionales ou aux laboratoires pour une exploitation et un traitement appropriés. "Cet ensemble de records aura besoin d'être évalué. <http://fas.org/blogs/secrecy/2016/08/identity-activities/>

Un juge à Oakland, Californie, a ordonné que les documents de la cour publiés qui donnent un aperçu inédit sur la façon dont la police locale et le FBI utilisent des outils de surveillance sophistiquée connus sous le nom de Stingray," a rapporté *The Guardian*. L'outil manipule les outils électroniques pour s'y connecter et ensuite il peut "exploiter les métadonnées et dans certains cas le contenu des téléphones" à partir des outils. <https://www.theguardian.com/us-news/2016/aug/26/stingray-oakland-police-fbi-surveillance>

Le département de la justice américain a proposé une méthode pour traquer de façon optimale les morts par les officiers de police, selon une note publiée dans le *Registre fédéral* du gouvernement. Les quelques 20 000 agences locales et d'état de renforcement de la loi et les 685 examinateurs médicaux ou bureaux du coroner reporteraient le nombre total tous les 3 mois au bureau des statistiques du département de la justice, qui compilerait alors l'information. Le public peut commenter la proposition jusqu'au 3 octobre. <https://www.federalregister.gov/articles/2016/08/04/2016-18484/agency-information-collection-activities-proposed-collection-comments-requested-new-collection#furinf>

Dans un essai publié par le *New York Times*, Charlie Savage, un reporter, a écrit, "Le gouvernement détient les archives des rapports secrets menés par 6 groupes de travail qui ont revu les cas de 242 détenus encore à la prison de Guantanamo lors de la prise de fonction du président Obama en 2009." *The Times* et Savage ont déposé une demande d'accès à ces rapports dans le cadre de la loi sur l'accès à l'information, et le reporter a déclaré que "c'est dans l'intérêt national que les ex-détenus réintègrent la société. Une étape pour faciliter ce processus serait de rendre publique plus d'information au sujet de ce que le gouvernement pense qu'ils ont fait – et ce qu'ils n'ont pas fait." http://www.nytimes.com/2016/08/14/opinion/sunday/how-to-end-the-stigma-of-guantanamo.html?_r=0

États-Unis/Maryland. Le département de la justice américain a publié un rapport sur les polices de Baltimore, Maryland, trouvant que la police discriminait systématiquement les résidents noirs. En plus des centaines d'interviews, le département a écrit, "nous avons revu des centaines de milliers de pages de documents, incluant toutes les polices et les matériels de formation utilisés par le département depuis 2010; la base de données du département et la police de Baltimore des affaires internes de janvier 2010 jusqu'à

mars 2016; la base de données sur les arrêts de piétons, de voitures et les arrestations de janvier 2010 à mai 2015 ; les rapports d'incidents décrivant les arrêts, recherches, les arrestations et l'usage par les officiers de force non-mortelle de 2010 à 2015 ; tous les dossiers sur les incidents de force mortelle depuis 2010 que le département de la police de Baltimore était capable de nous fournir jusqu'en mai 2016 ; et les dossiers d'enquête sur les cas d'agression sexuelle de 2013 à 2015. Nous étions assistés par une douzaine d'anciens et leaders actuels d'application de la loi et 'experts avec des expériences sur des problèmes sur lesquels nous avons enquêté, et nous avons engagé des experts en statistiques [pour analyser le la base de données sur le renforcement des activités." https://www.scribd.com/document/320708307/Investigation-of-the-Baltimore-City-Police-Department-by-U-S-Justice-Department#from_embed?keyword=4417&content=10079&ad_group=Online+Tracking+Link&campaign=Skimbit%2C+Ltd.&source=impactradius&medium=affiliate&irgwc=1

États-Unis/New York. Une enquête du Bureau de l'Inspecteur General du département de la police de New York a découvert que le département a enfreint de façon répétée les règles de collecte des renseignements après les attaques du 11 Septembre 2001, particulièrement dans le cadre de la surveillance des musulmans. Pour développer son rapport, le Bureau de l'Inspecteur General s'est focalisé sur tout d'abord sur les cas pour un échantillonnage de toutes les enquêtes, mais il a aussi utilisé du matériel de formation, des organigrammes ainsi que documents esquissant les polices, procédures, pratiques et les normes de la police à suivre. <http://www.nyclu.org/news/new-report-underscores-need-rein-nypd-surveillance-of-american-muslim> ; http://www1.nyc.gov/assets/oignypd/downloads/pdf/oig_intel_report_823_final_for_release.pdf

Zimbabwe. Le principal directeur de Hove Peace Building International, une ONG basée en Australie a publié un essai dans le journal *The Zimbabwean*, appelant à la paix nationale au Zimbabwe et la Commission nationale de réconciliation à résoudre les disparitions forcées dans le pays. Ce ne sera pas une simple tâche : "car l'auteur présumé est l'actuel gouvernement, il ne s'est pas soucié de garder les records relatifs aux disparitions forcées." <http://www.thezimbabwean.co/2016/08/forced-disappearances-a-crucial-issue-for-the-national-peace-and-reconciliation-commission-nprc/>

Publications.

Amnesty International, Benetech, et The Engine Room ont publié un guide pour intégrer la collecte des données et leur gestion dans le travail quotidien de recherche et de documentation des droits de l'homme. <https://syriaaccountability.org/updates/2016/08/24/human-rights-documentation-in-the-age-of-digital-data/>

Swisspeace a annoncé que les versions du *Cadre conceptuel pour gérer le passé*, développé par Swisspeace et le département fédéral suisse des Affaires Etrangères sont maintenant disponibles en arabe et en espagnol. Le *Cadre conceptuel* est fondé sur les principes recommandés par le Rapporteur Spécial des Nations Unies Louis Joinet dans son rapport à la Commission des Droits de l'homme en 1997 sur la question de l'impunité des auteurs de violation des droits de l'homme et des recommandations ultérieures. Disponible en Arabe (2016), en Anglais (2013), en Français (2013) et en Espagnol (2016). Une version espagnole de Sécuriser les archives de police. Un guide pour les professionnels est maintenant disponible en anglais (2013) et en espagnol (2016).

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour souscrire au bulletin, entrez l'information demandée sur le formulaire que vous trouverez au lien suivant : http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

PS: Récemment le HRWG a reçu des messages comme quoi le lien ne fonctionnait pas bien. Nous en sommes désolés, et demandons que vous reportiez tout futur problème à l'adresse UNESCO ci-dessus.

Les anciens numéros de la lettre d'information sont disponibles à l'adresse suivante <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>